

protection nous rend très vulnérables, comme je l'ai dit au début, et la deuxième est que nous devons sortir de notre marché intérieur de 22 millions d'habitants si nous voulons maximiser réellement les avantages que nous offriront les NCM. Ce ne sera pas chose facile, et je ne voudrais ni trop insister sur l'importance des NCM ni minimiser leur valeur. Ces négociations sont, sous de nombreux aspects, un point central autour duquel les secteurs public et privé devront élaborer une politique générale ou selon certains, une stratégie industrielle unique. D'aucuns sont enclins à affirmer que nous n'avons peut-être pas de stratégie globale ou que nous tendons à nous doter d'une stratégie sectorielle, tendance que le gouvernement et une bonne partie du monde des affaires semblent prêts à adopter. Je ne suis pas sûr de cela, mais je sais que nous devons d'une façon ou d'une autre considérer les NCM comme des possibilités qui s'ouvrent à nous. Même lorsqu'elles seront terminées, ces négociations ne résoudront pas les problèmes des hommes d'affaires. Elles vont simplement offrir de nouvelles possibilités, de sorte qu'il nous restera à trouver comment les exploiter au mieux. Et si vous songez aux chiffres que je mentionnais tantôt, il me semble que nous avons logiquement intérêt à nous demander comment nous pouvons nous introduire sur ce marché élargi qui nous sera offert. Car la solution de la protection n'est simplement pas une solution.

Nous prévoyons donc qu'une entente pourra être réalisée dans les quelque six ou huit prochaines semaines. Ce sera à tous les points de vue un accord *ad referendum* en ce sens qu'il exigera une rationalisation, ou plutôt une ratification par les gouvernements et divers autres organismes politiques. Nous devrions en être là vers le mois d'avril. Si l'accord est accepté, nous aurons mis en place un environnement commercial amélioré, plus stable et offrant nombre de possibilités et certains défis à des industries existantes qui devront obtenir une aide de transition ou d'autres forme d'assistance semblables. Il comportera en outre un élément qui, je l'espère, saura encourager les pays en développement. Aucun groupe de pays ne peut espérer retirer tout ce à quoi il s'attendait de telles négociations. Les pays en développement sont certainement maintenant plus conscients qu'il y a quelques années du fait que les efforts des pays industriels resteront limités tant que leurs économies ne se seront pas assainies; certains seront donc déçus de ce que nous ne soyons pas allés assez loin. Mais permettez-moi de rappeler encore une fois que les NCM ne forment qu'une petite partie du dialogue nord-sud. Les mécanismes que j'ai mentionnés créeront ces possibilités aussi bien dans le monde en développement que dans les pays industriels. C'est au début de l'an prochain que les diverses réductions et modifications commenceront à faire sentir leur effet. Il faudra évidemment de nombreuses consultations avec les gouvernements provinciaux ainsi qu'avec les divers secteurs de l'industrie, et sans aucun doute avec certaines entreprises, et ce, non seulement pour les mieux informer des possibilités et autres avantages qui leur sont offerts, mais également pour leur permettre de faire connaître au gouvernement leurs problèmes aussi bien que leurs ressources. Étant donné la complexité de l'effort et la diversité des économies avec lesquelles nous devons traiter, je ne crois pas que nous puissions dire qu'il s'agisse d'une initiative purement gouvernementale ou même d'une initiative relevant exclusivement du secteur privé. Les deux secteurs doivent collaborer de leur mieux si l'on veut maximiser les avantages et minimiser le plus possible les dangers. Lorsque l'on parle des NCM, il y a bien sûr un autre facteur dont il faut tenir compte